

La citoyenneté de l'eau en Algérie et particulièrement dans la région de l'Oranie

L. BENAYADA

**Laboratoire de Rhéologie, Transport et Traitement des Fluides Complexes
Université des Sciences et de la Technologie Oran Algérie**

Résumé :

L'eau en Algérie est un élément de survie, il conditionne fortement le développement social et économique. C'est à ce constat que l'Algérie a pris conscience de la nécessité et de l'urgence de modifier sa politique de l'eau depuis déjà une vingtaine d'années. A l'instar de nombreux pays, la nouvelle politique s'articule sur trois principes fondamentaux, à savoir : - l'eau est un bien économique, - l'eau est rare et vulnérable, - la gestion de l'eau doit être assurée de façon intégrée.

Pour mener à bien cette nouvelle politique, cinq bassins hydrographiques et cinq comités de bassins sont créés couvrant la totalité du territoire algérien. Les missions de ces cinq bassins peuvent se résumer à ce qui suit : - la maîtrise de la ressource en eau et sa gestion, - un rôle de relais, conseil, avis, et assistance technique pour le compte de l'état et les collectivités territoriales, - un outil de communication pour le compte de l'état.

Par ailleurs, l'état a donnée la possibilité administrative aux citoyens de créer des associations qui s'intéressent à l'eau et à l'environnement de manière générale.

Cette gestion rationnelle de la ressource va permettre, sans l'ombre d'un doute, d'actionner d'une manière cohérente et simultanée sur plusieurs facteurs visant à mieux gérer l'existant et aussi de développer des actions de recherche et de mobilisation des ressources en eau supplémentaire.

Mots clés :

-gestion durable - gestion intégrée - bassin hydrographique - mobilisation de l'eau
- protection de l'environnement – contribution citoyenne

I. Introduction

En matière de ressources naturelles, l'eau douce demeure, de manière incontestable, l'un des problèmes les plus critiques qu'il convient de résoudre le plus rapidement possible. En effet, il faut noter que selon les estimations, 1.1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Plus de cinq millions de personnes meurent chaque année de maladies à transmission hydrique alors que les morts suite à la guerre ne représentent que le dixième de cette valeur.

En matière d'eau douce, la situation de l'Algérie reste critique. En effet, malgré des investissements de plus en plus lourds, les résultats restent dérisoires. C'est à ce constat qu'est née l'idée de la nécessité d'une gestion intégrée de la ressource. L'Algérie a fait des efforts considérables et des transformations institutionnelles visant à une meilleure gestion de l'eau.

Actuellement, l'enjeu hydraulique auquel est confronté l'Algérie est le suivant: comment mieux répondre aux besoins des utilisateurs (AEP, industrie, agriculture) avec des ressources en eau relativement limitées. A long terme, face à la croissance des besoins en eau, les volumes mobilisables risquent de ne pas être totalement garantie compte tenu des aléas climatiques et de la dégradation de la qualité des eaux tant superficielles que souterraines ainsi que la limitation des ressources financières. Dans ce contexte, le concept de gestion intégrée des ressources dans un cadre multisectoriel permet d'actionner au même temps sur divers facteur tels que: la réhabilitation,

la tarification, visant à mieux gérer l'existant. Il devient alors primordial de développer des actions de mobilisation supplémentaire en eau, y compris celles considérées comme non conventionnelles.

II. Eau et santé

De manière indirecte, l'eau est devenue la première cause de maladie et de mortalité dans le monde. En effet, selon l'organisation mondiale de la santé, chaque année :

- 30 millions de personnes meurent des suites d'une épidémie ou d'une contagion due à la pollution de l'eau,
- 02 millions de personnes meurent de maladies diarrhéiques,
- 01 millions de personnes meurt du paludisme.

Le tableau 01 montre la répartition géographique de certaines maladies à transmission hydrique. Le problème des maladies diarrhéiques y compris dysenterie reste préoccupant. D'autre part, la répartition des maladies à transmission hydrique concerne particulièrement les pays pauvres ou en voie de développement.

Maladie	Aire géographique	Nombre de cas/an	Nombre de morts/an
Maladies diarrhéiques y compris dysenterie	Monde entier	04 milliards	3 à 4 millions
Choléra	Amérique du sud, Afrique et Asie	384.000	20.000
Hépatite A	Monde entier	600.000 à 3 millions	2.400 à 12.000
Paratyphoïde et typhoïde	80 % en Asie, 20 % en Amérique latine et Afrique	16 millions	600.000
Polio	66 % en Inde, 34 % en Proche-Orient, Asie et Afrique	82.000	9000

Tab. 01. Statistiques de certaines maladies à transmission hydrique

Il faut noter, par ailleurs, qu'il existe un lien direct entre l'amélioration de l'hygiène, la fourniture de l'eau potable et la réduction de la morbidité et la mortalité liées aux maladies à transmission hydrique comme cela est présenté dans le tableau 02.

Lieu	Type d'amélioration	Maladies étudiées	Incidence après amélioration
Bangladesh	Pompes manuelles et éducation sanitaire	maladies diarrhéiques	17 % de différence
Inde	Eau sous canalisation	dysenterie	76 % de réduction
Péninsule malaise	Toilettes et eau courante	maladies diarrhéiques	82 % de différence
Philippines	Latrines sanitaires privées	maladies diarrhéiques	42 % de réduction
Zambie	Prolongement de conduites d'eau	typhoïde	37 % de réduction

Tab. 02. Liaison entre maladies à transmission hydrique et infrastructures liées à l'eau

En Algérie, les maladies à transmission hydrique sont bien connus, en effet, parmi ces infections on rencontre en Algérie, on peut citer : la fièvre typhoïde, le choléra, les hépatites infectieuses, les dysenteries, la poliomyélite etc...

Au cours de l'année 1986, l'Algérie a connue la plus importante épidémie de son histoire de choléra récente. Plus de 475 décès ont été enregistrés. La répercussion financière de cette épidémie est estimée à 01 milliards de D.A. de pertes occasionnées.

Le tableau 03 fait ressortir l'évolution de la situation épidémiologique de différentes infections à transmission hydrique durant la période 1983-1992. Il est à souligner que d'une manière grossière, ces différentes maladies évoluent de manière aléatoire. Cela est dû, sans doute, au mode de vie de la population qui est tributaire en grande partie du mode d'approvisionnement et de stockage de l'eau.

Année	Fièvre typhoïde	Hépatite virale	Choléra	Dysenterie
1983	5942	6037	216	9902
1984	4924	3249	45	6978
1985	4754	5601	/	4692
1986	2807	3163	8008	2645
1987	2939	4681	1593	3460
1988	2017	3187	699	2044
1989	1640	3078	414	1889
1990	2497	3805	1556	1744
1991	3188	2199	164	/
1992	2911 (08 décès)	/	70 (06 décès)	/

Tab.03. Situation épidémiologique en Algérie durant la période 1983-1992.

Certaines wilayas ont à consentir des efforts appréciables afin d'améliorer cette situation qui reste préoccupante.

Par ailleurs, nous avons présenté, dans le tableau 04, la situation épidémiologique des maladies à transmission hydrique durant la période 1994-2004 dans la ville d'Oran.

Année	Fièvre typhoïde	Hépatite virale	Choléra	Dysenterie
1994	47	88	47	31
1995	68	174	68	52
1996	27	74	27	29
1997	60	119	60	18
1998	21	76	21	44
1999	64	107	64	37
2000	9	98	9	47
2001	17	50	17	79
2002	33	44	33	19
2003	23	29	23	6
2004	16	8	16	3

Tab.04. Situation épidémiologique à Oran durant la période 1994-2004

L'évolution régionale des hospitalisations par diarrhée des enfants de moins de quatre ans est présentée dans la figure 01.

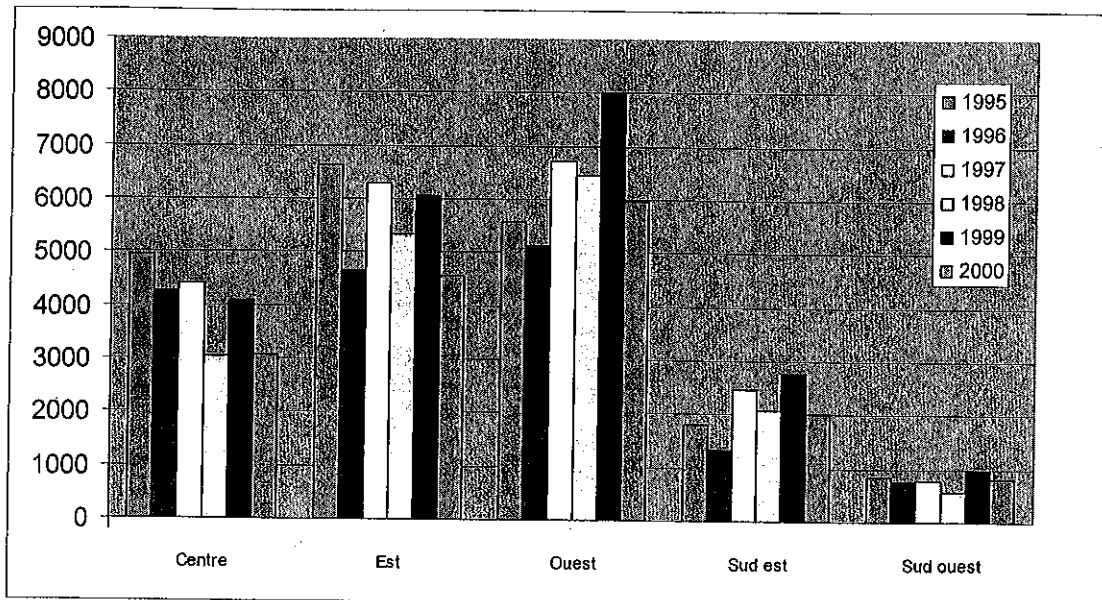


Fig. 01. Evolution régionale des hospitalisations par diarrhée des enfants de 0-04 ans.

De manière générale l'évolution reste aléatoire. Durant cette même période, la morbidité moyenne, parmi les enfants hospitalisés pour raison de diarrhée reste très élevée sa valeur est de 6.5%.

III. Eau et assainissement

L'opération d'assainissement consiste à épurer par voie hydraulique la plus rapidement possible et sans stagnation les déchets d'une agglomération humaine. Plus généralement, il est question d'épurer un centre d'activité économique de telle façon que les produits évacués ne puissent souiller, au delà d'une limite admissible l'environnement. Par conséquent, l'opération d'assainissement permet la préservation de la ressource et de la santé publique, l'amélioration du cadre de vie, le développement social et la mobilisation supplémentaire de la ressource d'eau dite non conventionnelle.

Dans des pays tels que les USA, la France le Brésil, la Tunisie et l'Arabie Saoudite la réutilisation des eaux usées après épuration représente un des volets de la mobilisation des ressources dites non conventionnelles.

Pour l'Algérie, la situation de l'épuration est tragique. En effet, notre pays dispose de quarante cinq stations d'épurations. Vingt huit d'entre-elles ne fonctionnent pas. La réparation des dix sept autres reviendrait plus chère qu'à les reconstruire à neuf. Beaucoup de facteurs ont contribué à cette situation tels que la conception inadaptée, la mauvaise gestion, le manque d'entretien et de suivi permanent etc...

La région de Mostaganem compte quelques stations de traitement par lagunage en fonctionnement et dans l'initiative est à encourager. En effet, cette technique présente l'avantage de ne nécessiter uniquement de l'espace, un climat favorable et une main d'œuvre peut qualifiée.

IV. Nécessité d'une gestion intégrée

La réunion de Dublin de 1992 avait pour objectif d'essayer de tracer les grandes lignes pour un développement intégré et durable de la ressource en eau. Ceci a conduit à un ensemble de lignes directrices qui se résument à ce qui suit :

- l'eau douce est une ressource limitée et vulnérable. Elle est essentielle pour la vie humaine, le développement et l'environnement,
- le développement et la gestion de la ressource en eau doivent suivre une approche participative, assurant l'implication des utilisateurs, planificateurs et preneurs de décisions à tous les niveaux,

- les femmes jouent un rôle central dans la gestion, et la préservation de l'eau,
- l'eau à une valeur économique sous toutes ses formes d'utilisation concurrents et elle doit être reconnue comme un bien économique.

La gestion des ressources en eau superficielle et souterraine doit tenir compte, de manière systématique, de différents aspects tels que :

- le conflit entre les utilisateurs amont et aval dans un même bassin versant,
- la concurrence entre les différents secteurs tels que l'irrigation et l'alimentation de l'eau potable,
- les transferts d'eau entre différents bassins versants,
- la répartition de l'eau entre les utilisateurs d'un même secteur,
- la protection de l'environnement.

Ceci, nous amène à dire que la gestion intégrée de la ressource doit concilier entre des objectifs contradictoires que sont : l'économie, l'environnement, le secteur social ainsi que le cadre institutionnel.

Dans la figure 01, nous avons présenté les différentes interactions dans le domaine de la gestion de l'eau.

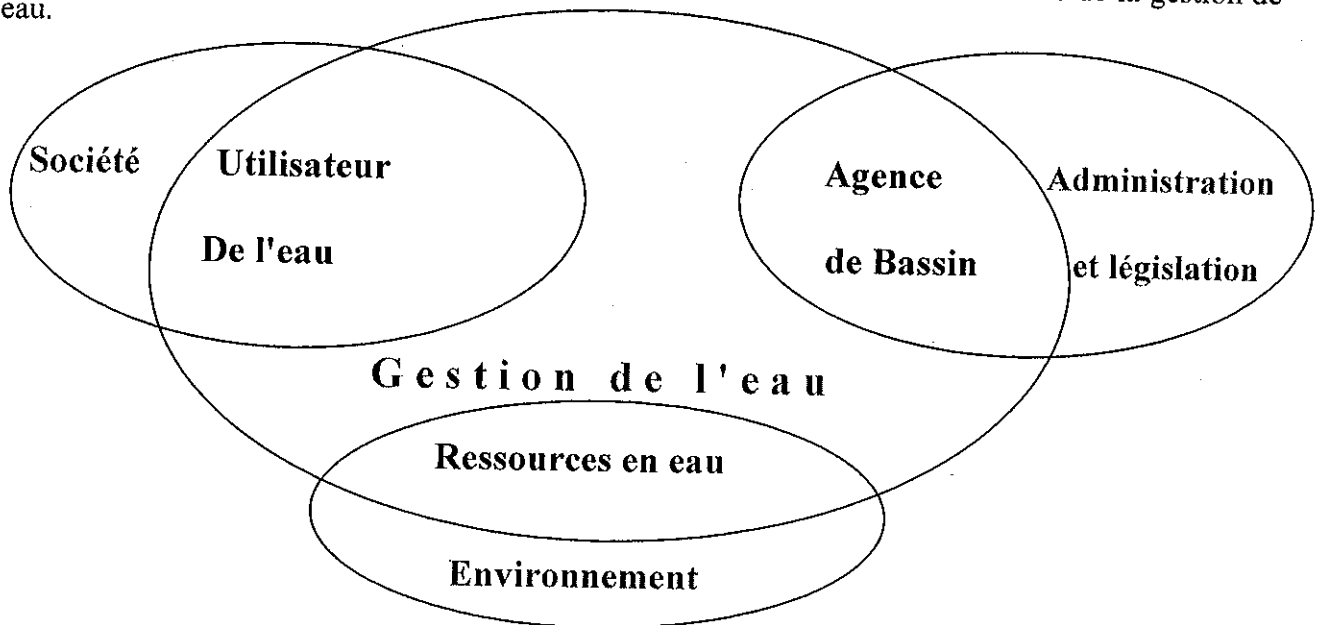


Fig.01. Critères de gestion durable de la ressource en eau.

Afin de satisfaire ces différents compromis, l'intervention de différents secteurs est indispensable comme cela est représenté sur la figure 02.

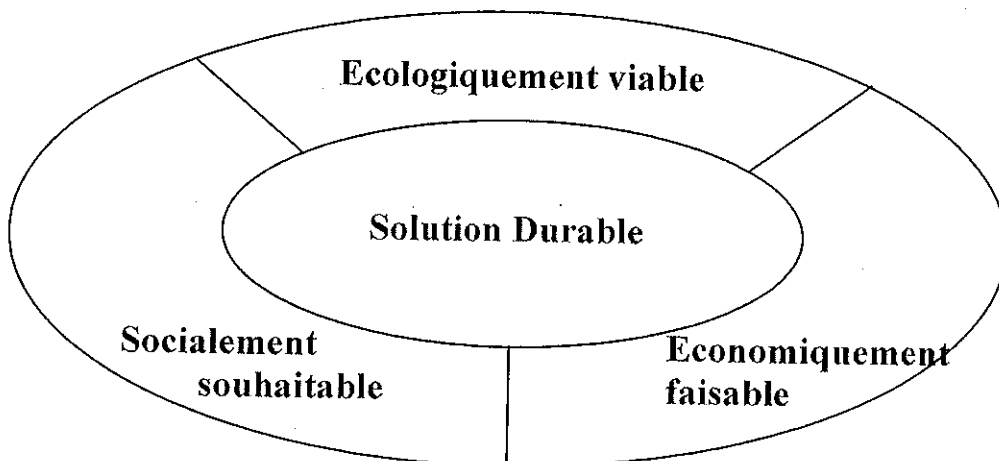


Fig.02. Implication multisectorielle dans la gestion intégrée de la ressource en eau.

Certes le schéma de gestion est clair sur un plan purement administratif, néanmoins l'expérience de terrain montre que la réalité est radicalement différente. En effet, très rarement la contribution citoyenne est prise en considération. De plus, la vision politique totalitaire empoisonne l'évolution naturelle fondée sur la compétence et l'intégrité des personnes. Il ne faut oublier, par ailleurs, que l'Algérie est un pays très riche ce qui représente un handicap majeur. En effet, cela permet de créer des groupes d'intérêt dans tous les secteurs et en particuliers de l'eau. Il y a cas voir l'exemple de certains projets de grands envergure qui restent discutables à plus d'un titre.

Vu les enjeux auxquels est confrontés l'Algérie, il est préférable de travailler à long terme à travers l'éducation des jeunes du collège à la contribution citoyenne qui doit être un état d'esprit et non simplement une manière de faire comme tous le monde ;

V. Conclusion

Dans le secteur de l'eau, les investissements deviennent de plus en plus lourds, il convient alors de développer une gestion rationnelle de la ressource. Dans ce domaine l'expérience algérienne reste amère. En effet, les résultats obtenus à ce jour sont nettement en deçà des efforts consentis par la collectivité. Le problème de la ressource en eau ne fait que s'aggraver.

L'unique alternative demeure l'élaboration d'un système de gestion intégrée de la ressource en eau afin d'assurer une gestion rationnelle. Il est alors nécessaire, voire indispensable, de faire participer l'ensemble des intervenants dans un cycle de l'eau, à savoir: la santé, l'environnement ainsi que la construction afin de trouver un compromis acceptable permettant de satisfaire les besoins de plus en plus grandissants en préservant la ressource et l'environnement à un coût minimum.

De plus la contribution citoyenne demeure un élément moteur dans ce mode de gestion. Il faut souligner que malgré les efforts consentis par l'état dans ce contexte, la réalité est radicalement différente. Il reste encore beaucoup à faire particulièrement, il faut faire évoluer les mentalités. Ceci demande beaucoup de temps voir même des générations.

La richesse de l'Algérie est un autre handicap majeur qui à notre avis pénalise lourdement la compétence et l'intégrité et l'évolution vers la contribution citoyenne.
au dépend

VI. Références

- [1] D. Koliai, 2000, Assainissement et réutilisation des eaux usées épurées, Séminaire sur la gestion intégrée de l'eau, 2-3, Mai, Oran, Algérie
- [2] H. P. Nachtnebel, 2000, Gestion intégrée des ressources en eau : des exemples et expériences internationales, Séminaire sur la gestion intégrée de l'eau, 2-3, Mai, Oran, Algérie
- [3] M. Felder, 2000, Conception de traitement des eaux usées sous différentes contraintes, Séminaire sur la gestion intégrée de l'eau, 2-3, Mai, Oran, Algérie
- [4] M. Ouahdi, 1996, La lutte contre les maladies à transmission hydrique : rôle et nécessité d'une approche multisectorielle, Journées techniques sur l'assainissement et le traitement des eaux usées des petites collectivités, 11-12, Mars, Ghardaïa, Algérie.